

Encadrement de l'instruction des demandes de mutualisation des raccordements des consommateurs au réseau public de transport

Date de la contribution : 16/09/2024

Acteurs concernés par le dispositif d'anticipation et de mutualisation

Question 1 : Partagez-vous la proposition de la CRE sur le périmètre des bénéficiaires du dispositif de mutualisation ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes d'accord avec la définition du périmètre des bénéficiaires du dispositif de mutualisation.

Question 2 : Êtes-vous favorable au traitement proposé pour les sites mixtes ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes d'accord avec le traitement proposé pour les sites mixtes.

Définition des zones d'anticipation et de mutualisation

Question 3 : Êtes-vous favorable aux critères de déclenchement d'une anticipation/mutualisation (saturation d'une zone et multiplicité des demandes) ? En voyez-vous d'autres ?

Défavorable

Commentaire :

Le processus d'identification par RTE des autres bénéficiaires potentiels de la zone d'anticipation et de mutualisation devrait être plus explicite. Il faudrait demander à RTE de contacter systématiquement tous les consommateurs raccordés au réseau de transport d'électricité dans la potentielle future zone de multiplication, pour savoir s'ils ont des projets d'augmentation de leur puissance consommée.

Question 4 : Êtes-vous favorable au processus envisagé par la CRE de définition des besoins et des travaux associés dans une zone de mutualisation ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables au processus envisagé par la CRE de définition des besoins et des travaux associés dans une zone de mutualisation. Cependant, si la solution mutualisée retenue par RTE devait à son initiative différer de cette solution de référence pour des raisons d'optimisation de réseau, il n'est pas prévu de faire bénéficier des gains apportés par cette nouvelle solution technique aux bénéficiaires. L'optimisation et les gains générés devraient être répartis au prorata entre tous les bénéficiaires.

Éléments constitutifs du dossier de demande d'autorisation transmis par RTE

Question 5 : Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant les éléments constitutifs du dossier de demande d'autorisation à transmettre par RTE ?

Favorable

Commentaire :

Nous n'avons pas de remarques sur la constitution du dossier de saisine que RTE doit envoyer à la CRE.

Répartition des coûts des ouvrages mutualisés (quote-part) - Définition de la quote-part

Question 6 : Êtes-vous favorable à la durée de dix ans pendant laquelle la quote-part est exigible envisagée par la CRE ?

Défavorable

Commentaire :

La date d'exigibilité de la quote-part n'est pas claire

- Quote-part exigible dès la publication de la décision autorisant la mutualisation et l'anticipation des ouvrages dans une zone donnée.
- Quote-part exigible pendant dix ans après la mise en service des ouvrages mutualisés autorisés

Est-ce que la quote-part totale est divisée par 10 et est payable en 10 annuités ? Si c'est le cas, la période retenue devrait être en cohérence avec les périodes d'amortissements comptables pour ce type d'ouvrage qui généralement beaucoup plus longues (20 ans voire plus).

Répartition des coûts des ouvrages mutualisés (quote-part) - Modalités de plafonnement de la quote-part

Question 7 : Êtes-vous favorable aux modalités de plafonnement de la quote-part envisagées par la CRE ?

Défavorable

Commentaire :

Non, car il n'y a pas de raison qu'un bénéficiaire paye des extensions de réseaux qui ne le concernent pas directement. Les coûts devraient être limités aux ouvrages HTB1.

Répartition des coûts des ouvrages mutualisés (quote-part) - Modalités d'actualisation de la quote-part

Question 8 : Êtes-vous favorable aux modalités d'actualisation de la quote-part envisagées par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Pas de remarques particulières sur l'indexation.

Répartition des coûts des ouvrages mutualisés (quote-part) - Modalités de révision de la quote-part

Question 9 : Êtes-vous favorable aux modalités de révision de la quote-part envisagées par la CRE (notamment au plafond de 15 %) ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Il est important que la révision de la quote-part ne concerne pas les consommateurs qui ont déjà signé leur convention de raccordement.

Question 10 : Identifiez-vous d'autres cas de révision de la quote-part autres que ceux envisagés par la CRE à ce stade ?

Non, nous ne voyons pas d'autres cas de révision de la quote-part.

Validation et déclenchement des investissements

Question 11 : Êtes-vous favorable au processus de validation et de déclenchement des investissements dans les zones de mutualisation envisagé par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables

Suivi des zones de mutualisation des ouvrages

Question 12 : Êtes-vous favorable aux modalités de suivi des zones de mutualisation envisagées par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables.

Question 13 : Avez-vous d'autres remarques sur l'encadrement du dispositif ?

non